

# Les destins divergents des Mères et des Grands-Mères de la place de Mai

► Les Grands-Mères de la place de Mai, en Argentine, reçoivent aujourd'hui un prix de l'Unesco pour leur travail d'identification des bébés volés de la dictature.  
 ► Devenues une importante ONG à vocation sociale, les Mères sont au centre d'un grave scandale financier.

## BUENOS AIRES

Correspondance spéciale

Les Grands-Mères et les Mères de la place de Mai font aujourd'hui la « une » des journaux argentins. Mais pour des raisons totalement différentes. Les premières ont poursuivi au fil des années leur travail de recherche des quelque 500 enfants enlevés avec leurs parents ou nés en captivité durant la dictature militaire. Grâce à elles, 105 jeunes ont à ce jour retrouvé leur véritable identité. Elles reçoivent aujourd'hui, à Paris, le prix Félix-Houphouët-Boigny, décerné par l'Unesco, pour leur contribution à la défense des droits de l'homme. La présidente du pays, Cristina Fernandez de Kirchner, qui a succédé à son mari Nestor Kirchner, assistera à la cérémonie.

À Buenos Aires, c'est en revanche devant les tribunaux que se retrouvent les Mères de la place de Mai, pour se défendre des accusations de malversation de fonds publics qui les frappent de plein fouet. Les mères de disparus, leur foulard blanc sur la tête, n'ont cessé, depuis leur première ronde face au palais du gouvernement, en avril 1977, de manifester contre la dictature militaire, combat qui entraîna l'enlèvement de plusieurs de leurs leaders et de deux religieuses françaises en décembre de cette même année. Depuis le retour de la démocratie en décembre 1983, elles exigent que vérité et justice soient faites.

Non sans dissension : l'intransigeance de leur présidente, Hebe de Bonafini, a provoqué une scission en 1986, et suscite de nombreuses hostilités. Hebe de Bonafini a toujours revendiqué en bloc les 30 000 disparus, refusant de les individualiser, ce qui la singularise des autres ONG des droits de l'homme. Le principal conflit est, sans doute, engendré par son oppo-

sition à l'exhumation des restes des fosses communes, qui a pourtant déjà permis aux anthropologues légistes d'identifier 450 dépouilles, parmi lesquelles celles de deux Français : Sœur Léonile Duquet et Yves Domergue.

L'arrivée de Nestor Kirchner au pouvoir en 2003 a profondément modifié la situation des Mères : pour

## Ce scandale a bouleversé l'ensemble du mouvement de défense des droits de l'homme en Argentine.

la première fois, les portes du palais présidentiel se sont ouvertes et les subventions ont afflué. Elles ont dès lors étendu leur action dans des domaines à portée sociale, se lançant notamment dans la construction de logements pour les démunis. Un prolongement, disent-elles, de leur combat initial et une façon de donner du travail à environ 6 000 ouvriers.

Sauf qu'une partie des fonds versés par l'administration des époux Kirchner, au pouvoir l'un puis l'autre depuis dix ans, aurait été détournée, entre autres, pour acheter des biens de luxe qui ont bénéficié aux frères Schoklender, chargés par l'association d'administrer l'entreprise du bâtiment Rêves partagés. Sergio et Pablo Schoklender, condamnés en Argentine pour avoir assassiné leurs parents en 1981, sont devenus les hommes de confiance de Hebe de Bonafini, qui les a pris sous sa protection à leur sortie de prison.

Ce scandale a bouleversé l'ensemble du mouvement de défense des droits de l'homme en Argentine, lequel, après quelques hésitations, a pris le parti de défendre en bloc l'action de ces vieilles femmes, en attendant que la justice se prononce. « Nous rejetons l'usage qui est fait de ce sujet, utilisé pendant une période électorale comme

un outil d'attaque sans limites pour tenter de discréditer la tâche honorable de Mères et du gouvernement des Kirchner », ont dénoncé les Grands-Mères et d'autres ONG.

Alors que, chaque jour, fleurissent de nouvelles accusations, mettant au jour les nombreuses propriétés appartenant aux Schoklender et des transferts de fonds avec de fausses signatures de Hebe de Bonafini, une décision du tribunal argentin est attendue d'ici à quelques semaines. En attendant, et à six semaines de l'élection présidentielle du 23 octobre, l'opposition tente de tirer parti de l'« affaire Schoklender » pour discréditer la présidente Cristina Fernandez de Kirchner, largement en tête dans les sondages.

ÉRIC DOMERGUE

## Cristina Kirchner a rencontré la famille d'une des Françaises assassinées cet été

La présidente argentine Cristina Fernandez de Kirchner, en visite officielle à Paris, a reçu lundi le père et une sœur de Cassandra Bouvier, l'une des deux jeunes Françaises assassinées dans la province de Salta (nord-ouest). Le 29 juillet, les corps de Cassandra Bouvier, 29 ans, et de Houria Moumni, 24 ans, avaient été découverts sur un chemin de randonnée. Trois hommes, considérés comme les principaux suspects sont incarcérés dans le cadre de cette affaire.